



*«Restaurer la confiance des citoyens dans l'Union européenne:  
7 priorités du groupe «Diversité Europe»»*

*Recommandations de la réunion extraordinaire du  
groupe «Diversité Europe»:  
contribution à la feuille de route du CESE «De Cracovie à Sibiu et au-delà»*

*20 juillet 2018*

## **Préambule**

L'Union européenne doit de toute urgence refaçonner son image autour d'un vieux rêve, d'une nouvelle vision et d'un nouveau discours. Nous devons renouveler la promesse européenne qui avait été faite aux citoyens. Il convient de ne jamais oublier ni sous-estimer la contribution de l'Union à la paix en Europe. Toutefois, chaque génération d'Européens doit trouver son propre objectif au sein du projet européen. En 2018, les citoyens ont perdu de vue la vision, le rôle et l'orientation de l'Union européenne. Les liens qui les rattachaient au projet européen se sont flétris et le rêve d'une plus grande intégration à laquelle eux-mêmes aspireraient semble bien loin. Or, on ne pourra construire une identité européenne autrement qu'en partant de la base, en prenant part au processus de construction de cette identité, en s'en emparant et en le façonnant. Le CESE doit être au cœur de ce mécanisme, en exprimant les espoirs, les objectifs, les craintes et les besoins de la société civile, de même qu'en annonçant et en saluant les succès, les atouts et les réussites de l'Union européenne. Il est d'une importance fondamentale que toutes les institutions fassent appel au Comité pour remplir cette mission et la soutenir à l'aide des ressources européennes adéquates car, pour citer la philosophe Simone Weil, *«Le poète produit le beau par l'attention fixée sur du réel»*. Seule une Union européenne résolument inspirée et guidée par les réalités d'une société civile forte aura une chance de survivre à Sibiu et au-delà. C'est cette société civile, représentée ici par le groupe «Diversité Europe» du CESE, qui plaide en faveur d'une **nouvelle donne européenne**, à bâtir sur sept priorités:

- 1. Défendre les valeurs européennes, les droits fondamentaux et l'état de droit.** Il est impératif que la responsabilité quant à la transmission et à la défense des valeurs de l'Union européenne soit partagée par l'ensemble des membres du CESE, des représentants de la société civile et des citoyens européens. Par conséquent, il importe de placer le respect de l'état de droit, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de l'article 2 du TUE au cœur de l'identité de l'Union et de ses actions. Les institutions européennes doivent répondre fermement aux infractions et faire respecter les principes de la démocratie libérale. Il convient également de fournir des efforts accrus pour sensibiliser l'opinion aux valeurs et aux droits européens dans les États membres, pour inverser le rétrécissement de l'espace civique et pour soutenir un environnement favorable à la société civile. Sans une action concertée de la part d'une société civile forte et efficace, la démocratie en Europe risque d'être gravement mise en péril par un populisme envahissant qui fournit des solutions simplistes à des défis complexes. De plus, l'Union doit veiller à ce que «*nul ne soit laissé pour compte s'agissant de ses droits*», en signant la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en protégeant les droits des minorités, en respectant la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées et en intégrant les questions liées aux droits des personnes en situation de handicap dans toutes les activités du Comité et toutes les stratégies en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. En définitive, les citoyens européens doivent se sentir protégés par les valeurs et les règles que l'Union a adoptées pour elle-même.
- 2. Placer les objectifs de développement durable au cœur de l'identité politique de l'Union européenne.** L'Union n'a jusqu'à présent pas réussi à faire évoluer suffisamment son modèle de croissance vers la durabilité et le programme à l'horizon 2030. La transition vers un développement économique, social et environnemental équilibré, la sécurité écologique et la prise en compte de la durabilité à la racine devraient être des priorités globales de l'Union européenne, intégrées dans l'ensemble de ses politiques, de ses programmes et de ses fonds. En évoluant vers une économie inclusive, équitable, résiliente, à faible intensité de carbone, circulaire, collaborative et fondée sur l'innovation, l'Union sera en mesure de répondre à bon nombre de critiques qui lui sont actuellement adressées, et qui dénoncent son caractère élitiste, centralisé et technocratique. Repenser les modèles de croissance européens en dépassant les considérations fondées uniquement sur le PIB et rendre responsables les consommateurs, les jeunes et les personnes âgées permettrait de susciter à nouveau une forme d'espoir et de confiance dans les autorités nationales et européennes. Toutefois, il convient de présenter les objectifs de développement durable aux citoyens comme des *perspectives* tangibles pour leur vie quotidienne, pour la création d'emplois, le développement du tissu local, l'investissement dans l'éducation et la santé, le développement rural, la protection environnementale, etc. Chaque ville, chaque commune et chaque village doivent éprouver un sentiment d'appartenance à cette nouvelle Europe durable.
- 3. Promouvoir une Europe qui épaulé et protège ses citoyens.** Le premier objectif de développement durable du programme à l'horizon 2030, à savoir l'élimination de la pauvreté, doit être replacé au centre de l'ensemble des objectifs et des actions de l'Union européenne. Les actuels niveaux excessifs de pauvreté, d'exclusion sociale et d'inégalités ont ébranlé la foi des citoyens en l'idéal d'une «Europe de la prospérité» et en l'économie sociale de marché européenne. En outre, l'insécurité tous azimuts que ressentent actuellement les citoyens a dangereusement étiolé leur confiance et entraîné une poussée des votes populistes. C'est pourquoi il est essentiel d'inspirer de nouveau aux citoyens le sentiment que «l'Union les protège», par exemple grâce à la mise en place efficace du socle européen des droits sociaux, dont le CESE devrait assurer le suivi en première ligne. Promouvoir le respect des droits sociaux, le bien-être des citoyens et le soutien qu'apporte l'Union à différentes formes d'entreprises, notamment l'économie sociale et les nouveaux modèles économiques,

montrerait également aux citoyens que l'UE défend activement ses valeurs et qu'elle encourage divers modèles économiques. À cette fin, un plan d'action de l'Union en faveur de l'économie sociale est nécessaire. De plus, il est recommandé à l'UE de compléter les rapports économiques dans le cadre du Semestre européen, en rendant compte des progrès sociaux et environnementaux (évaluation de l'impact sur la société).

4. **Élaborer une politique européenne commune et juste en matière de migration.** L'Union a besoin au plus vite d'une nouvelle politique commune en matière de migration, qui respecte les principes de la cohésion européenne, de la solidarité, de l'équité et des droits de l'homme. La gestion de l'afflux de migrants et de réfugiés dans l'UE ne devrait pas relever uniquement de la responsabilité des États membres situés à ses frontières extérieures. Il est par ailleurs essentiel que la future politique migratoire de l'Union n'aggrave pas les inégalités sociales dans les pays d'accueil, et il convient d'encourager les médias à présenter des rapports plus équilibrés sur l'incidence de la migration vers l'Union et ses États membres.
5. **Garantir un marché unique qui profite à tous les citoyens.** Le fonctionnement efficace du marché unique européen, sans distorsions, devrait faire partie des principaux objectifs à court terme de l'Union. À l'heure actuelle, les critiques visant le marché unique abondent: par exemple, la PAC est fondée sur un modèle daté; la surréglementation de l'UE est source d'inefficacité; l'Union tente de réglementer des secteurs contre leur gré; les PME et les entreprises de l'économie sociale ont besoin d'une imposition et de règles de concurrence plus équitables afin de stimuler les zones rurales; les citoyens sont devenus des victimes de la mondialisation, en raison de la délocalisation des entreprises dans des pays tiers; etc. Il est nécessaire de répondre, l'une après l'autre, à chacune de ces préoccupations et de s'appliquer résolument à sensibiliser l'opinion aux avantages que présente le marché unique pour la vie des citoyens. Il est particulièrement inquiétant de constater que de nombreux consommateurs sont convaincus de ne pas être suffisamment protégés par la législation européenne. Afin de réfuter ces raisonnements, une communication ciblée destinée aux organisations de consommateurs est nécessaire, de même qu'un soutien explicite de la société civile à la proposition de la Commission en faveur d'une nouvelle donne pour les consommateurs. Par ailleurs, la protection de ces derniers devrait être renforcée dans les nouveaux modèles économiques. Enfin, en prévision de la numérisation ainsi que des évolutions du monde du travail, de la démographie européenne et des niveaux de prestation des services sociaux d'intérêt général, il est impératif pour l'Union d'investir davantage dans la recherche et le développement et de mettre en place des politiques propices à l'innovation sociale et sociétale, dont la société civile et les citoyens seraient le moteur.
6. **Communiquer au sujet de l'Europe de manière efficace.** Il est indispensable de tirer les leçons du référendum sur le «Brexit» et des succès électoraux remportés par les populistes européens de gauche comme de droite. La communication efficace auprès des citoyens des véritables *résultats positifs* de l'appartenance à l'Union européenne et la lutte contre la désinformation et les fausses informations au sujet de l'Union devraient être la priorité et la responsabilité de *l'ensemble* des institutions européennes, des organes européens et des États membres. Le CESE doit devenir un acteur de premier plan dans ce processus, en s'exprimant au nom des citoyens et de la société civile, en s'appliquant à informer ses organisations membres des avantages de l'Union, en participant activement à la campagne #Cettefoisjevote (#ThisTimeImVoting) avant l'élection du Parlement européen et en organisant davantage d'événements visant à investir l'échelon local. Il est recommandé au CESE de sélectionner une manifestation majeure dans chaque État membre et d'y participer une fois par an, pour accroître ainsi la visibilité du Comité et promouvoir la valeur ajoutée de l'Union. Des efforts doivent aussi être déployés pour faire comprendre aux citoyens le principe de subsidiarité et leur expliquer que l'Union européenne respecte à la fois la diversité culturelle et les traditions locales. Il conviendrait également de publier un guide annuel «facile à lire», visant à tenir

informés les citoyens et les organisations de la société civile concernant la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030 et le respect des valeurs et des droits fondamentaux de l'Union. Des initiatives réussies démontrant la contribution positive de l'Union européenne, à l'exemple du projet «FriedensBrot» («pain de la paix»), pourraient aussi être étendues à d'autres États membres. Dans le même temps, il est primordial de faire front commun avec les autres institutions européennes pour lutter contre la désinformation ciblant les citoyens européens qui émane d'acteurs extérieurs à l'Union.

7. **Être activement à l'écoute des citoyens européens.** L'Union ne parvient toujours pas à aller suffisamment à la rencontre des citoyens ordinaires. Elle a besoin d'écouter *activement* et d'engager un dialogue au lieu de s'adresser aux citoyens. Il importe d'inscrire davantage les politiques européennes en *réaction* aux propositions formulées par les citoyens, les collectivités et la société civile, ce qui leur donnerait une raison de s'engager, contribuerait à les détourner des populistes et encouragerait une participation émanant de la base. L'Union doit également décentraliser son dialogue pour que les collectivités locales, les villes et les régions puissent commencer à bâtir une identité et une vision européennes communes. Le CESE devrait en outre évaluer régulièrement la mise en œuvre des politiques de l'Union dans les États membres afin de fournir aux citoyens des réponses concrètes quant à l'incidence de l'appartenance à l'UE sur leur vie quotidienne. De même, il est fondamental que les consultations menées auprès des citoyens et de la société civile au sujet de l'Union soient évaluées de manière régulière et indépendante, le CESE devant jouer un rôle de premier plan dans ces évaluations. Enfin, l'Union devrait mieux reconnaître et soutenir la mission capitale assumée par les organisations de la société civile pour combler le fossé avec les citoyens européens.